



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Maître d'ouvrage :

UNIVERSITE DE RENNES  
Direction des Affaires Financières et de la Politique d'Achat  
Pôle des Achats  
2 rue du Thabor  
CS 46510  
35043 RENNES CEDEX

Objet du marché :

---

# Acquisition d'éclairages intérieurs pour l'Université de Rennes

---

CCAP numéro : 2024033PAF

établi en application du code de la commande publique  
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)

La procédure de consultation utilisée est la suivante :  
Procédure adaptée en application du code de la commande publique  
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)  
Articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2123-4, R-2123-5

- Version établie en date du 23/10/2024

# SOMMAIRE

<b>1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>3</b>
1.1 OBJET DU MARCHÉ .....	3
1.2 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS .....	3
1.3 DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ .....	3
1.3.1 LOTS .....	3
1.3.2 TRANCHES .....	3
1.4 DURÉE DU MARCHÉ .....	3
1.5 DÉLAIS DE LIVRAISON .....	4
1.6 SOUS-TRAITANCE .....	4
1.7 MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE DE FOURNITURE .....	4
<b>2. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
2.1 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ .....	4
2.2 PIÈCES À REMETTRE AU TITULAIRE – CESSIION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES .....	4
<b>3. PRIX ET RÉGLEMENT .....</b>	<b>5</b>
3.1 CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX .....	5
3.2 AVANCE .....	5
3.3 MODALITÉS DE RÉGLEMENTS DES COMPTES .....	5
3.3.1 PAIEMENTS PARTIELS .....	5
3.3.2 DEMANDE DE PAIEMENT .....	5
3.3.3 PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	5
3.3.4 FACTURATION ÉLECTRONIQUE .....	6
3.3.5 PAIEMENTS .....	6
3.4 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS EN SOUS-TRAITANTS .....	6
3.4.1 CO-TRAITANTS .....	6
3.4.2 SOUS-TRAITANTS .....	6
3.5 DÉLAI DE PAIEMENT .....	6
3.6 INTÉRÊTS MORATOIRES .....	6
<b>4. CONDITIONS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>7</b>
4.1 DÉLAI DE LIVRAISON .....	7
4.2 LIVRAISON .....	7
<b>5. RÉCEPTION ET GARANTIES .....</b>	<b>7</b>
5.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION .....	7
5.2 DÉROULEMENT DES OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION .....	7
5.3 DÉCISION APRÈS VÉRIFICATION .....	8
5.4 ADMISSION DES FOURNITURES .....	8
5.5 TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ .....	8
5.6 GARANTIES DES FOURNITURES .....	8

<b>6.</b>	<b><u>PENALITES .....</u></b>	<b><u>8</u></b>
6.1	GENERALITES SUR LES PENALITES .....	8
6.2	RETARD DANS L'EXECUTION .....	9
6.3	TRAVAIL DISSIMULE.....	9
<b>7.</b>	<b><u>RESILIATION DU MARCHE .....</u></b>	<b><u>9</u></b>
<b>8.</b>	<b><u>ASSURANCES .....</u></b>	<b><u>9</u></b>
8.1	ASSURANCES DU TITULAIRE .....	9
8.2	ASSURANCES DU MAITRE D'OUVRAGE .....	10
<b>9.</b>	<b><u>CONFIDENTIALITE ET DONNEES PERSONNELLES .....</u></b>	<b><u>10</u></b>
9.1	CONFIDENTIALITE .....	10
9.2	PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	10
9.3	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	10
<b>10.</b>	<b><u>REGLEMENTS DES DIFFERENDS ET DES LITIGES .....</u></b>	<b><u>10</u></b>
<b>11.</b>	<b><u>DEROGATION CCAG .....</u></b>	<b><u>11</u></b>

## 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 OBJET DU MARCHÉ

L'Université de Rennes envisage de remplacer l'éclairage intérieur des sites du campus Centre et de l'IUT de Saint-Malo. Ce projet vise à réaliser des économies d'énergie substantielles tout en améliorant la qualité et la performance de l'éclairage. En optant pour des solutions d'éclairage modernes et efficaces, l'université souhaite créer un environnement plus agréable et mieux adapté aux besoins des utilisateurs, tout en contribuant à ses objectifs de développement durable. Ce changement s'inscrit dans une démarche globale de réduction de l'empreinte énergétique et d'optimisation des ressources.

La pose et l'installation des différents luminaires et systèmes seront effectuées par les équipes de la Direction Immobilière et Logistique de l'Université de Rennes.

Le présent Cahier des Clauses et Administratives Particulières, désigné ci-après en abrégé par les initiales CCAP a pour objet la définition des prescriptions générales qui sont applicables au présent marché (ci-après le « Marché »).

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent la fourniture ci-dessous désignée :

#### Acquisition d'éclairages intérieur pour l'Université de Rennes

Adresse de livraison des fournitures Tranche Ferme :

**Université de Rennes - Campus de Beaulieu - Bâtiment 19, Allée Jean Perrin, 35700 Rennes**

Adresse de livraison des fournitures Tranche Optionnelle :

**Université de Rennes - IUT de Saint-Malo - Rue de la Croix Désilles, 35417 Saint-Malo**

Les caractéristiques techniques et les quantités des fournitures sont définies à l'article 2 du CCTP n° 2024033PAF.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés susvisés de la présente consultation est le :

**CCAG « Fournitures Courantes et de Services »** (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services – publié au JORF du 1er avril 2021), réputé connu des candidats et non fourni au présent dossier de consultation.

### 1.2 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

D'après les articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties. L'envoi d'un courrier électronique avec accusé-réception est un moyen conforme de notification.

### 1.3 DECOMPOSITION DU MARCHÉ

#### 1.3.1 Lots

Le marché fait l'objet d'un (1) lot unique défini comme suit : **Acquisition d'éclairages intérieur pour l'Université de Rennes**

#### 1.3.2 Tranches

Le présent marché se compose d'une tranche ferme TF et d'une tranche optionnelle TO1 :

##### ➤ Tranche ferme (TF)

- Site 03. Jean Macé Bâtiment 01A-01B
- Site 03. Jean Macé Bâtiment 02
- Site 04. Hoche Bâtiment 01
- Site 04. Hoche Bâtiment 02

##### ➤ Tranche optionnelle n°1 (TO1)

- Site 18. Saint Malo Bâtiment 01

### 1.4 DUREE DU MARCHÉ

La présente consultation concerne un marché ordinaire, non reconductible, avec une date de démarrage à la date de notification pour la Tranche Ferme.

La Tranche Optionnelle pourra être affermée par ordre de service dans un délai maximum de 12 mois à compter de la notification du marché.

Le Titulaire ne peut pas se soustraire à l'obligation de réalisation de la tranche optionnelle portée à l'acte d'engagement si celle-ci est affermée dans le délai prévu au présent marché.

## 1.5 DELAIS DE LIVRAISON

La livraison des fournitures doit s'effectuer dans le délai indiqué par le candidat dans son offre technique et financière à compter de la notification du marché. Ce délai est contractuel et est un critère de notation (cf. article 6 du Règlement de Consultation).

## 1.6 SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance n'est pas autorisée.

## 1.7 MARCHE COMPLEMENTAIRE DE FOURNITURE

Suivant les dispositions de l'article R.2122-4 du code de la commande publique, ce marché pourra donner lieu à un nouveau marché pour la livraison de fournitures complémentaires, qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution de ce marché seront les suivantes :

- Consultation de l'attributaire du présent marché sur la base d'un descriptif technique des fournitures à livrer ;
- Remise par l'attributaire du présent marché d'une offre de prix comportant une décomposition du prix globale et forfaitaire dans les délais fixés par l'acheteur ;
- Les conditions administratives du nouveau marché seront celles figurant dans le C.C.A.P. N° 2024043PAF.

Ce marché de fournitures complémentaires pourra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

## 2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

### 2.1 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Les pièces générales ci-après ne sont pas jointes au dossier de marché mais le Titulaire déclare les connaître et reconnaît leur caractère contractuel.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, mois m0 tel que défini au présent CCAP.

Les pièces constitutives du Marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le présent CCAP, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par voie d'avenant
- Les Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° 2024033PAF, applicable aux fournitures objet du marché, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, mois m0
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de « **Fournitures Courantes et de Services** » CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021
- L'offre technique et financière du titulaire

### 2.2 PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

Dès la signature et la transmission du marché au contrôle de légalité, le maître d'ouvrage délivre, sans frais, au Titulaire, sur sa demande, une copie certifiée conforme de l'original du marché portant la mention « exemplaire unique ». Il en est de même dès leur signature et transmission, pour les avenants et les actes spéciaux.

Le maître d'ouvrage délivre, également sans frais, les pièces qui sont nécessaires au mandataire du groupement, aux cotraitants groupés et aux sous-traitants payés directement, pour la cession de leurs créances.

### 3. PRIX ET REGLEMENT

#### 3.1 CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

Le prix est global et forfaitaire ferme et actualisable.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à la livraison des fournitures.

Contenu des prix : cf. Art. 10.1 du CCAG-FCS.

#### 3.2 AVANCE

Selon les articles L2191-2, L.2191-3 et R.2191-3 du code de la commande publique, sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R.2191-6 et R.2191-7 du code de la commande publique. Pour le calcul de l'avance l'option retenue est : l'option A.

- Cette avance est fixée à 5 % du montant initial du marché TTC, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois.
- Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est fixée à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

La catégorie des micro, petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros cf. recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 sur la définition des PME.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des fournitures livrées par le titulaire atteint 65% du montant TTC du marché.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des fournitures livrées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

#### 3.3 MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES

##### 3.3.1 Paiements partiels

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue à chaque livraison et décision d'admission distincte.

##### 3.3.2 Demande de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.5 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement après l'admission des fournitures.

La demande de paiement du solde interviendra dans un délai de 30 jours à compter de chaque décision distincte d'admission des fournitures.

##### 3.3.3 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront établies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° SIRET et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du marché ou de l'éventuel avenant ;

- la fourniture livrée ;
- le montant hors T.V.A. des fournitures livrées ;
- le prix des fournitures accessoires, le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total des fournitures livrées ;
- la date.

### 3.3.4 Facturation électronique

Le Maître d'ouvrage pourra décider de procéder, s'il l'estime nécessaire, à la facturation électronique à ses frais.

Pour cela, il aura prévu l'utilisation d'un service électronique (plate-forme) de traitement, d'archivage et d'échange d'informations de son choix, mis en œuvre pour la gestion de tous les marchés de l'opération.

Le Titulaire et ses Sous-traitants de premier rang éventuels, s'ils sont soumis à l'obligation de transmettre leurs factures par voie dématérialisée, devront transmettre leurs factures via « chorus portail pro » en parallèle de leur envoi via la plate-forme choisie pour la facturation électronique par le Maître d'Ouvrage.

### 3.3.5 Paiements

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, les factures **doivent** être émises par un envoi électronique sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures peuvent être adressées en version dématérialisée au format PDF à l'adresse mail suivante :

[ac-sfacturier@univ-rennes.fr](mailto:ac-sfacturier@univ-rennes.fr)

#### Adresse :

Université de Rennes  
Campus de Beaulieu  
263 avenue du Général Leclerc  
CS 74205 - 35042 RENNES

#### Identifiants :

N° SIREN : 130030513  
N° SIRET : 13003051300019  
Numéro d'enregistrement de la TVA : FR37130030513  
Numéro UAI : 0353074B

## 3.4 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS EN SOUS-TRAITANTS

### 3.4.1 Co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à la livraison des ses propres fournitures.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

### 3.4.2 Sous-traitants

Cf. Article 1.6. du présent CCAP.

## 3.5 DELAI DE PAIEMENT

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours suivant l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

## 3.6 INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais susmentionnés fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

## 4. CONDITIONS D'EXECUTION

### 4.1 DELAI DE LIVRAISON

Le délai de livraison indiqué dans la DPGF et dans l'offre technique et financière du Titulaire court à compter de la notification du marché.

### 4.2 LIVRAISON

**Tranche ferme (TF) : La livraison s'effectuera au Bâtiment 9 du Campus de Beaulieu, Allée Jean Perrin, 35700 Rennes, entre 8h et 12h ou entre 13h30-16h30.**

**Tranche optionnelle 1 (TO1) : La livraison s'effectuera au 40 rue de la Croix Désilles, 35417 Saint-Malo.**

Pour toute question relative à la livraison, veuillez contacter

**Contacts Livraison tranche ferme :**

Nom : **Magasin DIL**

Téléphone : **02.23.23.69.54**

E-mail : **magasins-dil@univ-rennes.fr**

Nom : **Thébault Guillaume**

Téléphone : **06.45.11.97.54**

E-mail : **guillaume.thebault@univ-rennes.fr**

**Contacts Livraison tranche optionnelle :**

Nom : **Hue Philippe**

Téléphone : **02.99.21.95.89 ou 06.76.78.93.07**

E-mail : **philippe.hue@univ-rennes.fr**

Les fournitures sont livrées à destination franco de port. Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS. En cas de problème dans les circuits de distribution normaux (grève de transporteurs, etc.), le titulaire du marché assurera tous les frais afférents à la bonne conservation et au bon acheminement des produits dans les meilleurs délais.

**Le bordereau de transport sera obligatoirement présenté au réceptionnaire pour signature.** Celui-ci assurera les opérations de vérifications simples (exemple : état de l'emballage, etc.). Il pourra, le cas échéant, émettre des réserves quant à l'état d'acheminement des produits.

**Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison.**

Le bordereau de livraison placé sur un colis doit impérativement être visible et d'accès aisé.

Sur ce bordereau devront figurer obligatoirement :

- le nom du titulaire du marché
- la date de livraison
- le lieu de livraison
- les références et les dénominations des articles livrés
- le numéro de commande s'il y en a un
- les quantités livrées
- les prix unitaires HT

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

## 5. RECEPTION ET GARANTIES

### 5.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Cf. Article 27 du CCAG-FCS

### 5.2 DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION

Cf. Article 28 du CCAG-FCS



### 5.3 DECISION APRES VERIFICATION

Cf. Article 29 du CCAG-FCS

### 5.4 ADMISSION DES FOURNITURES

Cf. Article 30 du CCAG-FCS

### 5.5 TRANSFERT DE PROPRIETE

Cf. Article 31 du CCAG-FCS

### 5.6 GARANTIES DES FOURNITURES

Cf. Article 33 du CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS les fournitures font l'objet d'une garantie minimale de 5 ans.

## 6. PENALITES

### 6.1 GENERALITES SUR LES PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des fournitures dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les paiements versés au titulaire tout au long de la livraison des fournitures.

**Les pénalités de retard** commencent à courir, le lendemain du jour où le délai de livraison est expiré, sous réserve des articles 13.3 et 20.4 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel de livraison défini au présent CCAP est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = montant de la prestation livrée en retard

R = nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à : 300,00 €.

Le titulaire peut solliciter par écrit une prolongation du délai d'exécution. L'accord du pouvoir adjudicateur permet au titulaire d'être exonéré de l'application des pénalités de retard. Cette prolongation peut notamment être justifiée par des difficultés imprévues.

**Les pénalités d'indisponibilité** pour chacun des équipements concernés dans le cadre de la garantie commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à partir de :

- ✓ une semaine après la réception de la demande d'intervention par le titulaire pour une maintenance sur site
- ✓ deux semaines après la réception de la demande d'intervention par le titulaire pour une maintenance chez le titulaire.

Elles sont fixées à 200,00 € par jour d'indisponibilité.

Les **pénalités** pour **non remise des documents techniques** demandés commencent à courir 7 jours après la mise en service du matériel. Elles sont fixées à 50,00 € par jour de retard.

Le montant total des pénalités ne pourra excéder 10 % du montant total du marché.

Le titulaire s'oblige à déduire de ces facturations le montant des pénalités qui lui est signifié par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) ou par voie électronique.

L'Université notifie les pénalités au titulaire par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) ou par voie électronique au plus tard un mois suivant la découverte du fait à l'origine de la pénalité. Sans contestation 15 jours ouvrés après réception du courrier, les pénalités sont considérées comme acceptées par le titulaire.

## 6.2 RETARD DANS L'EXECUTION

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100€ par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

## 6.3 TRAVAIL DISSIMULE

Lorsque le Titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code de Travail relatifs à l'interdiction du travail dissimulé, celui-ci encourt une pénalité conformément à l'article L.8222-6 du même Code, qui est appliquée dans les conditions suivantes :

Le pouvoir adjudicateur notifie une mise en demeure au Titulaire afin de faire cesser l'irrégularité. Le délai laissé au Titulaire pour régulariser la situation et répondre au pouvoir adjudicateur en apportant la preuve de cette régularisation est de 15 jours calendaires. A défaut de correction des irrégularités dans le délai précité, une pénalité forfaitaire d'un montant de 3 % du montant du marché HT sera appliquée.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 7. RESILIATION DU MARCHE

Cf. Articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans le cas d'un groupement conjoint, lorsque le mandataire initial est défaillant eu égard à ses obligations, il appartient au groupement de désigner un mandataire parmi eux. En l'absence de cette désignation dans un délai de 30 jours calendaires, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante du marché devient d'office le nouveau mandataire du groupement.

La personne publique peut résilier le marché aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2143-3 et R.2143-5 à R.2143-12 du code de la commande publique et selon les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS.

La personne publique se réserve le droit de prononcer la résiliation aux frais et risques du titulaire défaillant, et les surcoûts éventuels dans le respect conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, en cas d'exécution du marché aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût éventuel supporté par le pouvoir adjudicateur pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des fournitures admises.

## 8. ASSURANCES

### 8.1 ASSURANCES DU TITULAIRE

Le Titulaire doit justifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du Marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il a souscrit :

- Assurance de responsabilité civile professionnelle

À tout moment durant l'exécution du Marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande. Les attestations doivent être valables en date d'ouverture du chantier pour les activités objet de son marché.

Aucun règlement ne sera effectué au profit de toute entreprise qui ne pourrait produire les attestations d'assurance contractuelle ou légale.

Cf. Article 9 du CCAG-FCS.

## 8.2 ASSURANCES DU MAITRE D'OUVRAGE

Responsabilité civile.

## 9. CONFIDENTIALITE ET DONNEES PERSONNELLES

### 9.1 CONFIDENTIALITE

En participant à cette mission, le Titulaire est susceptible d'avoir connaissance d'informations commerciales, économiques ou administratives. Il s'engage à ne rien divulguer à l'extérieur sans accord formel du Maître d'ouvrage.

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, fichiers, études, données, illustrations, documents et décisions dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du présent Marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire à la résiliation du Marché aux torts du Titulaire, à ses frais et risques, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par le Maître d'ouvrage au Titulaire, au titre de l'article 1242 du Code Civil.

Le Titulaire doit, de manière générale se conformer strictement à l'Art. 5 du CCAG-FCS.

### 9.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Cf. Articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

### 9.3 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant du pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires prévues par les documents particuliers du marché.

Le Titulaire doit, de manière générale se conformer strictement à l'Art. 5 du CCAG-FCS.

## 10. REGLEMENTS DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Les litiges éventuels seront réglés par les lois et règlements du droit français.

Tout différend entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation. Cf Article 46.2 du CCAG-FCS.

Si le Titulaire saisit le tribunal administratif dans le cadre d'une procédure contentieuse, il ne pourra porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans les mémoires en réclamation. Cf. Article 46.5 du CCAG-FCS.

**Instance chargée d'informer au sujet des procédures de recours et de l'instruction des dossiers :**

**Tribunal administratif de Rennes  
Hôtel de Bizien – 3, Contour de la Motte- CS 44416  
35000 RENNES**

Tél. : 02 23 21 28 28 – Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics. Cf. Article 46.4 du CCAG-FCS.

Le comité consultatif compétent est constitué de médiateurs délégués régionaux, accessible sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/mediateurs-regionaux>

Coordonnées du comité consultatif régional :

**DREETS DES PAYS DE LA LOIRE**

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

22 mail Pablo Picasso – BP 24209

44042 NANTES Cedex 1

Tél : 02 53 46 79 83 (mardi matin, mercredi, jeudi matin, de 9h à 12h)

Fax : 02 53 46 79 79

Mél : Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

## 11. DEROGATION CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Thématique	Articles présents CCAP	Articles dérogés CCAG
Garanties des prestations	5,6	33
Pénalités	6.1	14.1.3
Pénalités	6.2	14.1.1